
Halte aux attaques gaullistes contre les Ecoles Normales

Numéro d'inventaire : 2018.21.6

Auteur(s) : Union des Jeunesses Communistes de France

Type de document : imprimé divers

Période de création : 3e quart 20e siècle

Date de création : 1962

Matériau(x) et technique(s) : papier

Description : Tract politique imprimé.

Mesures : hauteur : 27 cm ; largeur : 21 cm

Mots-clés : Activités sociales, syndicales, politiques des élèves, étudiants, enseignants

Lieu(x) de création : Paris

Utilisation / destination : propagande (Tract politique imprimé s'adressant aux Normaliens pour dénoncer la politique globale du gouvernement du Général De Gaulle et, tout particulièrement, en matière d'enseignement. Bulletin d'adhésion à l'UJCF joint au tract.)

Historique : Tract distribué dans le cadre de l'Ecole normale d'Instituteurs de Rouen, émanant du parti communiste. Contexte très politisé et tendu.

Lieux : Rouen

Halte aux attaques gaullistes contre les Ecoles Normales

NORMALIENS

Le Pouvoir gaulliste, expression directe des grands monopoles capitalistes, sacrifie les intérêts essentiels du peuple de France et de sa jeunesse.

Il n'a rien entrepris de sérieux pour écraser définitivement l'O.A.S. Cette grave situation risque de permettre la remise en cause des accords d'Evian. Elle compromet la réduction immédiate du temps de service militaire.

Sa politique de guerre froide et d'alliance étroite avec les revanchards allemands au sein du Marché Commun est un obstacle majeur à la détente internationale, au désarmement et à la coexistence pacifique.

Il s'oppose aux revendications légitimes des travailleurs dont l'exploitation est accrue et le sort considérablement aggravé.

Il a rendu encore plus désastreuse la situation de l'école publique, porté de graves coups à la laïcité de l'enseignement. Faute de crédits les conditions d'étude et d'enseignement sont de plus en plus catastrophiques.

Sa prétendue « réforme des structures de l'enseignement » vise à aggraver la mainmise de l'Eglise, du patronat, de la Haute Bureaucratie militaire sur l'éducation nationale, étend la discrimination sociale en condamnant les enfants du peuple à l'enseignement court, leur interdit l'accès de l'Université, place l'enseignement technique dans le contrôle direct du patronat, porte des coups à l'école primaire. Elle provoquerait un abaissement aggravé du niveau général de l'enseignement, emploierait des maîtres et des professeurs payés au rabais et privés de formation culturelle et professionnelle dans des postes d'une qualification supérieure à celle qui leur aura été donnée.

NORMALIENS

La France manque cruellement d'instituteurs. Les écoles normales sont trop peu nombreuses, surchargées; le taux des bourses et ses traitements notoirement insuffisant. Vos conditions de vie et d'études en subissent le contrecoup.

En même temps le Pouvoir Gaulliste poursuit son entreprise : détruire cette institution républicaine et laïque que sont les écoles normales. Il veut revenir au régime de Vichy.

Le projet de loi des députés UNR, Brice, Becker, Perrin qui visait à supprimer la préparation du bac-

calauréat dans les E.N. et à transformer celles-ci en instituts de préparation des instituteurs « à la chaîne » a soulevé la protestation de toutes les forces laïques et démocratiques, notamment des normaliens. Le pouvoir a été contraint au recul et à mettre cette tentative en sommeil.

Mais ce recul n'a pas modifié les intentions du pouvoir gaulliste. Une nouvelle tentative est faite qui vise à supprimer de fait les Ecoles normales.

NORMALIENS

Dans une récente circulaire, le Directeur général de l'organisation et des programmes scolaires, Jean Capelle demande aux Inspecteurs d'Académie de prévoir un certain nombre de mesures qui vont dans ce sens. Ceci sous le prétexte hypocrite d'augmenter les effectifs d'élèves maîtres dans les E.N. alors que rien n'est inscrit au Budget à cet effet.

- 1) *Utilisation de toutes les places disponibles à internat.*
- 2) *Externement éventuel de tous les élèves maîtres qui habitent la ville siège de l'Ecole Normale.*
- 3) *Accueil comme internes externés de tous les candidats dont le logement pourra être assuré en ville.*

Cela veut dire entassement encore plus grand dans les E.N., cela veut dire qu'on entend faire supporter les frais de logement aux jeunes et à leurs familles. Ces mesures se traduiraient par une aggravation notable de leurs difficultés. Plus grave encore, la circulaire préconise.

- 4) *Possibilité donnée à des Candidats admis au concours et ne pouvant être admis comme internes à l'E.N. ou préparant des options qui ne sont pas assurées à l'E.N., de continuer leurs études dans leur lycée d'origine.*

Cette dernière mesure est la porte ouverte à la suppression de fait de la préparation du bac dans les E.N. Là encore, aggravation des difficultés de vie des jeunes. En outre, préparer le bac dans ces conditions équivaut à diminuer sérieusement les chances de succès. Parce que les Lycées sont déjà saturés; parce que, par exemple, le pourcentage par académie de succès au bac M', option de la majorité des normaliens, n'atteint pas 60 % tandis que la réussite des candidats préparés par les E.N. oscille entre 85 et 100 %.